



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2021/n° 48 /6.1

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION QUAI DU COMMERCE

LE MAIRE,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal

Vu le Code de la Route notamment l'article R.417-10-10°

Vu la circulaire n° 86-230 du Ministère de l'intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire

Vu la convention de superposition d'affectation au bénéfice de la commune en date du 06 septembre 2017

Considérant la gêne occasionnée aux piétons liée à l'arrêt et au stationnement des véhicules sur le quai du commerce

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation, l'arrêt et le stationnement, de tous les véhicules, est interdit sur l'ensemble du quai du commerce

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont exécutoires de plein droit dès sa publication en mairie.

ARTICLE 3 : Par dérogation à l'article 1, les véhicules de secours, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Municipale, des services municipaux, dans la cadre de leurs missions ainsi que les livreurs des péniches et restaurants, le temps nécessaire à l'exercice de leur profession, sont autorisés à circuler et à stationner sur le quai du commerce

ARTICLE 4 : Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès- verbaux et poursuivies conformément aux textes et lois en vigueur par les agents de la police municipale, de la gendarmerie nationale et les agents municipaux commissionnés et assermentés à cet effet.

Le stationnement des véhicules étant considéré comme gênant, au vu de l'article R417-10-10° du code de la route, le chef de poste, ou l'agent occupant ses fonctions, pourra faire procéder à l'enlèvement en fourrière des véhicules en infraction, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 5: Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le Préfet du GARD (préfecture du Gard 30045 NIMES Cedex 9) ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NIMES (Avenue Feuchères 30000 NIMES) dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes, monsieur l'Elu en charge de la Sécurité, monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi, monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 11 février 2021

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

